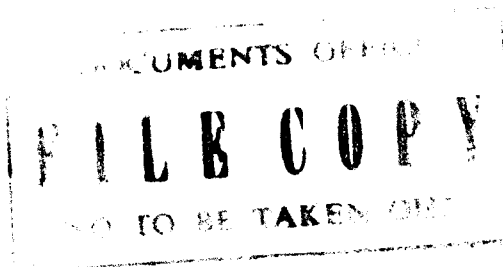




NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr. GENERALE
E/ECA/CH.3/10
12 février 1982
FRANCAIS
Original: ANGLAIS

67586

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Huitième réunion de la Conférence des ministres

Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne), 27-30 avril 1982

RAPPORT DE LA
PREMIERE REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES
DES PAYS AFRICAINS LES MOINS AVANCES
(Addis-Abeba, 27-30 juillet 1981)

TABLE DES MATIERES

| | <u>Paragraphes</u> | <u>Pages</u> |
|---|--------------------|--------------|
| A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX | 1 - 6 | 1 - 2 |
| B. COMPTE RENDU DES TRAVAUX | 7 - 63 | 2 - 16 |
| Déclaration d'ouverture | 7 - 20 | 2 - 6 |
| Examen de la situation économique et sociale des pays les moins avancés..... | 21 - 24 | 6 - 7 |
| Examen des mémoires des pays africains les moins avancés | 25 - 30 | 7 - 8 |
| Evaluation des réunions d'étude consacrées aux pays africains les moins avancés | 31 - 33 | 9 |
| Etude des progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action immédiate, 1979-1981..... | 34 - 38 | 9 - 10 |
| Le Nouveau Programme substantiel d'action: examen du projet de résolution présenté sur le nouveau Programme substantiel d'action à la troisième session du Comité préparatoire par le Groupe des 77 (A/CONF.104/PC/CRP.5)..... | 39 - 53 | 10 - 15 |
| Nouveau programme substantiel d'action: Préparation de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés - Organisation des travaux de la Conférence: document présenté par le Président du Comité préparatoire (A/CONF.104/PC/L.8)..... | 54 - 60 | 15 |
| Elaboration d'une position africaine pour la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés..... | 61 | 15 - 16 |
| Programme de travail de la CEA pour les pays africains les moins avancés..... | 62 - 63 | 16 |

ANNEXES

- I. Observations de la Conférence des ministres des
pays africains les moins avancés contenant la
position des pays africains les moins avancés
sur le projet de résolution présenté par le
Groupe des 77 sur le nouveau Programme
d'action substantiel..... 1 - 4
- II. Résolution relative aux points supplémentaires à
inclure et à incorporer dans la résolution du
Groupe des 77 sur le nouveau Programme substantiel
d'action (contenue dans le document A/CONF.104/PC/CRP.5)
- III. Résolution relative à la décision du 18^{ème} sommet des
chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA

A. Participation et organisation des travaux

1. La première réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés s'est tenue à Addis-Abeba du 27 au 30 juillet 1981 sous la présidence de M. K.A. Malima, Ministre du plan et des affaires économiques de la République-Unie de Tanzanie. La réunion a été ouverte le 27 juillet 1981 à 16 heures par M. Fisseha Desta, Secrétaire général adjoint du Conseil administratif militaire provisoire, Vice-Président du Conseil des ministres et membre du Comité exécutif de la Commission pour l'organisation du Parti des travailleurs d'Ethiopie (COPTÉ) qui, au nom du Président Mengistu Hailemariam, Président du Conseil administratif militaire provisoire, Président de la COPTÉ et Commandant en Chef de l'Armée révolutionnaire de l'Ethiopie socialiste, a chaleureusement souhaité la bienvenue aux délégués qui participaient à la première réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés. Le Président de la Conférence, M. K.A. Malima, a remercié les ministres et les représentants de l'avoir élu à la présidence de la Conférence et a fait appel à la coopération de tous les participants. Il a, au nom de la Conférence, exprimé sa reconnaissance au Gouvernement de l'Ethiopie socialiste et en particulier à M. Fisseha Desta, pour la généreuse hospitalité accordée à la Conférence.

2. Ont participé à la réunion les représentants des Etats membres ci-après de la Commission : Bénin, Botswana, Burundi, Cap-Vert, Comores, Ethiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Haute-Volta, Lesotho, Malawi, Mali, Niger, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Somalie, Soudan, Tchad et Ouganda.

3. En ce qui concerne la représentation de certains pays membres de l'Organisation des Nations Unies qui ne font pas partie du groupe des moins avancés, la Conférence a décidé que seuls les pays africains les moins avancés devraient prendre part aux travaux afin de leur permettre de discuter de leurs problèmes communs. Etant donné que la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés est un organe subsidiaire de la Conférence des ministres de la CEA, les autres Etats membres de la Commission auront l'occasion d'examiner les rapports de la Conférence au niveau de la Commission. Il a cependant été convenu que le Kenya serait autorisé à participer en tant qu'observateur à la première Conférence compte tenu de la décision prise par le Sommet de l'OUA, à savoir que son Président en exercice devait participer à la Conférence de Paris et y prendre la parole.

4. Ont également participé à la réunion des représentants du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le développement (CNUCED), et du secrétariat de l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

5. La Conférence a élu M. K.A. Malima, Ministre du Plan et des affaires économiques de la République-Unie de Tanzanie, Président, M. Abu Bakar Baba-Moussa, Ministre du Plan, de la statistique et de l'analyse économique du Bénin, premier Vice-Président, M. Kananiye Serge, Ministre du Plan du Burundi, deuxième Vice-Président et M. J.L.T. Mothibamele, Vice-Ministre des finances et de la planification du développement du Botswana, Rapporteur. Il a également été convenu que le représentant du Cap-Vert, M. José Brito, Secrétaire d'Etat à la Coopération et au Plan serait membre du bureau compte tenu de la décision prise au Sommet de l'OUA à Nairobi à savoir que le Président du Cap-Vert serait le porte parole des pays africains les moins avancés à la Conférence de Paris.

6. La Conférence a adopté l'ordre du jour ci-après :

1. Ouverture de la réunion
2. Election du bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
4. Ouverture solennelle de la réunion par M. Fisseha Desta, Secrétaire général adjoint du Conseil administratif militaire provisoire, Vice-Président du Conseil des ministres et membre du Comité exécutif de la COTTE
5. Examen de la situation économique et sociale des pays africains les moins avancés
6. Examen des mémoires des pays africains les moins avancés
7. Evaluation des réunions d'étude consacrées aux pays africains les moins avancés
8. Etude des progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action immédiate, 1979-1981
9. Le nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80
 - a) Examen du projet de résolution sur le nouveau Programme substantiel d'action (A/CONF.104/PC/L.7/Add.1 et Add.2) présenté par le Groupe des 77 à la troisième session du Comité préparatoire
 - i) Préambule
 - ii) Chapitre I. Programme d'action
 - iii) Chapitre II. Mesures d'appui sur le plan international notamment les modalités de l'aide
 - iv) Chapitre III. Exécution, suivi et surveillance du Programme
 - b) Préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés - organisation des travaux de la Conférence : document présenté par le Président du Comité préparatoire (A/CONF.104/PC/L.8).
10. Elaboration d'une position commune des pays africains en vue de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés
11. Programme de travail de la CEA pour les pays africains les moins avancés
12. Adoption du rapport de la Conférence.

B. Compte rendu des travaux

Déclaration d'ouverture

7. En ouvrant la Conférence, M. Fisseha Desta, Secrétaire général adjoint du CAMP, Vice-Président du Conseil des ministres et membre du Comité exécutif de la COTTE a déclaré que la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, dont la présente réunion mettrait au point les derniers préparatifs en ce qui concerne la région africaine était l'aboutissement de 20 ans de luttes menées au sein de diverses instances du système des Nations Unies. Il a souligné que les déséquilibres actuels dans la répartition des fruits du développement continuaient à accroître la pauvreté et le désespoir chez des centaines de millions de personnes en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Malgré des ressources potentielles énormes, a déclaré M. Fisseha, les pays africains les moins avancés connaissaient des problèmes comme un faible taux de croissance de la production accompagné d'un niveau de vie peu élevé, la malnutrition, l'analphabétisme et des maladies généralisées ; tous les efforts de ces pays pour éliminer les problèmes engendrés par la pauvreté étaient compromis par des sécheresses fréquentes, une désertification de plus en plus rapide, les coûts élevés de l'énergie et des investissements, la détérioration des termes de l'échange, des problèmes sérieux de balance des paiements et des dettes de plus en plus lourdes.

Il a rappelé que la communauté internationale avait décidé de s'attaquer à tous les problèmes susmentionnés lorsqu'elle avait, lors de sa session de Manille en 1979, adopté la résolution 122 (V) de la CNUCED. Il a cependant déploré que le Programme d'action immédiate soit déjà un échec. Malgré l'appui massif que la résolution 122 (V) avait reçu, la réaction de la communauté internationale avait en fait été très tiède. On n'avait tenu qu'une petite partie des promesses faites. Il a, en outre, souligné le fait que la position de l'Afrique à la Conférence de Paris serait bien sûr déterminée en fonction de l'évaluation des mesures prises jusqu'ici par la communauté internationale pour s'acquitter de ses responsabilités à l'égard des pays les moins avancés de tous les continents. Elle serait également déterminée en fonction des engagements pris en vue d'accélérer le développement de ces pays et en fonction de l'aptitude des pays concernés à harmoniser leurs positions, élaborer des stratégies et des programmes collectifs destinés à susciter l'intérêt du reste du monde. Les décisions seraient prises à Paris mais la plus grande partie du travail - l'exécution qui était un aspect crucial - devait constituer la préoccupation principale non seulement de la Conférence de Paris mais également de la première Conférence des ministres des pays africains les moins avancés. Il a, au nom du Gouvernement de l'Ethiopie socialiste, loué et félicité le Secrétaire exécutif de la CEA et les services compétents de la Commission économique pour l'Afrique pour les efforts déployés en vue de faire connaître les problèmes spécifiques des pays africains les moins avancés.

3. Dans sa motion de remerciements, le Président de la Conférence a remercié M. Fisseha Desta pour sa déclaration d'ouverture lucide et enrichissante qui, espérait-il, sera un guide précieux lors des débats portant sur les diverses questions dont était saisie la Conférence. Il a, en outre, lancé un appel aux participants pour qu'ils contribuent à une conclusion rapide et utile de la Conférence.

9. Dans sa déclaration d'ouverture, le Secrétaire exécutif de la Commission, M. Adebayo Adedeji a souhaité la bienvenue aux participants à la Conférence des pays africains les moins avancés et leur a rappelé l'importance de cette première réunion de la Conférence qui survenait à un moment opportun après les travaux préparatoires de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés qui devait se tenir à Paris en septembre. Il s'agissait essentiellement au cours de la présente Conférence de mettre au point, d'adopter et d'appuyer le nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés. Il a souligné les efforts faits par la CEA au titre des préparatifs de cette Conférence, conformément à la résolution 397 (XVI) de la Commission. Elle avait notamment organisé quatre missions ministérielles dans les pays africains les moins avancés et appuyé les efforts de la CNUCED dans la fourniture d'une assistance technique aux pays africains les moins avancés. Il a également appelé l'attention des participants à la Conférence sur les décisions prises par le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés à sa troisième et dernière réunion tenue ce mois-ci à Genève et les a encouragés à réfléchir sur ces décisions en proposant d'éventuels amendements à certains des éléments et aspects principaux auxquels ils ne souscrivent pas et en réaffirmant leur appui aux aspects qu'ils approuvent pleinement ; car la Conférence de Paris est essentiellement une Conférence africaine étant donné que 21 des 31 pays les moins avancés sont africains. En raison des difficultés économiques que connaissent les pays africains les moins avancés, il est plus urgent que jamais de fournir une aide d'urgence afin de résoudre les graves problèmes que rencontrent ces pays, à savoir les pénuries alimentaires, le manque de devises pour importer ne serait-ce que les facteurs de production essentiels et juguler les tendances inflationnistes graves qui se font jour dans ces pays, et ce immédiatement dans le cadre du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80. Le montant total des dépenses envisagées dans les mémoires des pays africains les moins avancés au cours

de la décennie s'élève à 133 milliards de dollars (aux prix de 1980), dont 31 milliards devront provenir de sources extérieures. Le volume total de l'aide à fournir à ces pays au cours de la période 1981-1985 s'élève à environ 37,4 milliards de dollars, soit quelque 7,5 milliards par an en valeur réelle contre 4,1 milliards en 1979 aux prix de 1980. Pour la période 1986-1990, le Secrétaire exécutif a dit qu'il semblerait de prime abord, que les pays africains les moins avancés auraient besoin d'environ 43,6 milliards de dollars aux prix constants de 1980. Le volume de l'aide nécessaire à des conditions de faveur, qui s'élevait en 1979 à 3,6 milliards de dollars aux prix de 1980, devrait quadrupler au moins et s'établir à 14,4 milliards avant 1990 si on voulait atteindre les objectifs concrets prévus dans les mémoires. A cet égard, le Secrétaire exécutif a invité instamment les partenaires des pays les moins avancés à examiner avec bienveillance les propositions figurant dans les mémoires et les participants à dégager un certain nombre de recommandations spécifiques concernant la structure de l'aide, les conditions auxquelles l'aide est accordée et les modalités de fourniture de l'aide.

10. Selon le Secrétaire exécutif, l'élaboration d'une position africaine sur les diverses questions dont la Conférence des Nations Unies serait saisie à Paris était une question d'une importance primordiale que la Conférence des ministres devait traiter compte tenu de la résolution déjà adoptée sur la Conférence de Paris par l'Organisation de l'unité africaine lors de sa réunion au sommet tenue le mois dernier à Nairobi, dans laquelle le Président en exercice de l'OUA était prié de prendre la parole à la Conférence de Paris au nom de l'Organisation.

11. Le Secrétaire exécutif a déclaré que les réunions annuelles de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés auraient un rôle central à jouer dans l'examen et le suivi de la mise en oeuvre du nouveau Programme substantiel d'action au niveau régional, tandis que la CEA continuerait d'assurer l'appui nécessaire. Il conviendrait par conséquent de renforcer la CEA afin qu'elle puisse assumer cette responsabilité supplémentaire.

12. Enfin, il a invité les participants à la Conférence à réfléchir sur la mise en oeuvre du nouveau Programme substantiel d'action aux niveaux national et international, en tenant pleinement compte de la nécessité d'une constante concertation aux niveaux national, régional et mondial dans le cadre de l'examen des progrès accomplis, concertation qui était en effet cruciale pour le succès du Programme.

13. Le Secrétaire général par intérim de l'Organisation de l'unité africaine, M. A.N. Chimuka, a indiqué que c'était compte tenu des problèmes particuliers auxquels se heurtent les pays les moins avancés d'Afrique que les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine avaient, au cours de leur sommet économique extraordinaire de Lagos (Nigéria), accordé une attention particulière aux problèmes des pays les moins avancés d'Afrique. Il a rappelé la résolution CM/Res.887 (XXXVII) qui a été adoptée par le Conseil des ministres de l'OUA lors de la trente-septième session ordinaire à Nairobi (Kenya), dans laquelle le Conseil a demandé, entre autres, que la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés prévue du 27 au 30 juillet "élabore une stratégie commune conformément aux dispositions des chapitres pertinents du Plan d'action de Lagos relatives à la participation africaine à la prochaine Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés ainsi que sur la mise en oeuvre et les mesures de suivi qui seront préconisées par les décisions et recommandations de ladite Conférence". Il a réitéré qu'un processus de croissance fondé sur une aide financière fournie à des conditions qui ne bénéficiaient qu'aux donateurs, voire élargissaient le fossé entre riches et pauvres, ne constituait

nullement le développement. Il a fait référence aux immenses ressources naturelles et humaines non exploitées du continent et a souligné la nécessité pressante d'exhorter la communauté internationale à accroître l'assistance financière et technique aux pays les moins avancés afin de leur permettre de parvenir à l'autonomie nationale.

14. En fin, il a déclaré qu'il était convaincu que les travaux de la Conférence de Paris aboutiraient à des engagements fermes et à des objectifs dans les domaines où des mesures spéciales s'imposaient pour améliorer les conditions économiques des pays africains les moins avancés.

15. Dans sa déclaration d'ouverture, M. Gamani Corea, Secrétaire général de la CNUCED et Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, a exprimé sa reconnaissance et ses remerciements au Secrétaire exécutif de la CEA, pour la coopération et les relations extrêmement fructueuses qui existaient entre la CNUCED et la CEA, et qui avaient toujours été bonnes, se resserraient et s'intensifiaient. Il a également mentionné la contribution extrêmement fructueuse de la CEA aux travaux préparatoires de la Conférence de Paris et a rendu hommage à l'OUA pour avoir adopté une résolution en faveur des pays africains les moins avancés, au PNUD pour son assistance et au Directeur général au développement et à la coopération économique internationale qui avait grandement contribué à mobiliser l'assistance et les efforts de coopération de tous les organismes du système des Nations Unies en vue du succès de la Conférence.

16. Il a en outre souligné que cette Conférence se réunissait au moment où la documentation de la Conférence de Paris était prête et les réunions de consultation par pays avaient pris fin. Ayant mis en relief les progrès accomplis à la troisième réunion du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés et concrétisés par un projet de texte commun du Groupe des 77 dont font partie les pays les moins avancés, sur le nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 et par l'adoption d'un ordre du jour provisoire, de l'organisation des travaux et du règlement intérieur de la Conférence, il a souligné que le délai précédant la Conférence de Paris était court et qu'il était d'une nécessité vitale pour les pays les moins avancés et les pays en développement dans leur ensemble de procéder, avant la Conférence, à d'importants préparatifs. Il a en outre attiré l'attention des participants sur le fait qu'il ne faudrait pas perdre trop de temps dans les négociations entre pays en développement destinées à arrêter une position commune mais qu'il faudrait consacrer suffisamment de temps à des discussions approfondies avec les pays développés. Il a également cité les résultats économiques inquiétants enregistrés dans les pays les moins avancés au cours des 20 dernières années, notamment leurs faiblesses structurelles et l'urgence qu'il y avait à inverser les tendances passées de façon à permettre à ces pays de réaliser une croissance cumulative et une transformation structurelle. En fin de compte, le salut des pays africains les moins avancés dépendait d'eux-mêmes. Ces pays avaient fait l'essentiel pour améliorer leurs résultats économiques mais leurs efforts avaient malheureusement été annihilés par une situation économique internationale défavorable et par le manque de soutien au niveau international. Il a en outre prévenu que la Conférence de Paris ne devrait être ni l'occasion de discuter en détail de la coopération économique entre pays en développement, ni être une tribune où l'on débattrait de généralités. Les participants à cette Conférence devraient plutôt se consacrer à définir des mesures d'appui spécifiques et convenir du montant général des ressources nécessaires, ce qui permettrait d'évaluer les progrès accomplis.

17. Il a conclu en disant que la Conférence devrait en outre contribuer à instaurer un climat de confiance entre pays développés et pays en développement et que dans les dispositions qui seraient arrêtées à l'issue de la Conférence, on devrait insister non seulement sur le suivi des progrès au niveau mondial mais essentiellement sur la nécessité d'adopter en ce qui concerne l'exécution une démarche fondée sur les besoins de chaque pays.

18. L'Administrateur adjoint du PNUD et Directeur régional pour l'Afrique, M. Michel Doo Kingué a tout d'abord transmis aux participants les souhaits de M. Bradford Morse, Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour le succès de la Conférence. L'Administrateur adjoint du PNUD a cité les divers domaines de coopération entre les pays africains les moins avancés et le PNUD et a souligné le fait que la plupart des pays africains les moins avancés recevraient en 1982-1986 pour leurs programmes par pays des fonds trois fois plus importants qu'en 1971-1981.

19. Il a mentionné l'important cheptel et les potentialités minérales énormes de certains pays africains parmi les moins avancés et a souligné la nécessité urgente d'augmenter considérablement et de façon prévisible l'assistance aux pays les moins avancés et autant que possible, sous forme de dons. Il a également mentionné la baisse des recettes d'exportation, les effets de la crise énergétique, le déficit dans la production vivrière et l'insuffisance des infrastructures dans les pays les moins avancés et a souligné la nécessité de définir une politique énergétique nationale dans chaque pays ainsi que la nécessité d'appliquer d'urgence les recommandations pertinentes de la résolution 122 adoptée lors de la cinquième session de la CNUCED à Manille, notamment la recommandation selon laquelle : "des arrangements à long terme concernant l'achat de produits des pays les moins avancés devraient être accordés par les pays développés chaque fois que cela est possible". Puisqu'il faudrait du temps pour définir et appliquer les politiques énergétiques nécessaires et que les besoins pétroliers globaux des pays africains les moins avancés étaient relativement modestes, il a proposé la création d'un mécanisme pétrolier spécial en faveur des pays africains les moins avancés.

20. L'Administrateur adjoint de PNUD a également rappelé l'expérience solidement établie du PNUD pour ce qui est de mobiliser l'appui de diverses sources de financement en faveur du développement et a lancé un appel aux pays africains les moins avancés pour qu'ils profitent de cette expérience lorsqu'ils organiseraient leurs réunions d'études et d'engagement avec les partenaires de l'aide au lieu de créer de nouveaux mécanismes et instances dont l'utilité et l'efficacité restaient encore à démontrer.

Examen de la situation économique et sociale des pays africains les moins avancés
(point 5 de l'ordre du jour)

21. Au titre de ce point de l'ordre du jour, les participants à la Conférence ont noté que les ministres africains de la Commission avaient eu l'occasion d'étudier ensemble les résultats atteints par les pays africains les moins avancés lors de la dernière session de la Conférence des ministres de la CEA tenue à Freetown en avril 1981. La Conférence a estimé que les discussions qui avaient eu lieu à cette session demeuraient valables et a donc décidé de prendre purement et simplement note du document E/CN.14/LDCs.I/2 intitulé Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1979-1980 (première partie et deuxième partie, section B) et du document ST/ECA/LDCs.I/5 intitulé Problèmes intérieurs et politiques économiques des pays africains les moins avancés qui lui avaient été présentés par le secrétariat et qui contenaient une analyse de la situation et des perspectives toujours peu encourageantes des pays les moins avancés.

La Conférence a réaffirmé la détermination des gouvernements des pays les moins avancés à accélérer la croissance économique et le développement social de leurs pays avec l'aide de la communauté internationale.

22. L'étude des conditions économiques et sociales en Afrique examinait l'évolution de la situation dans les pays africains au cours des années 70, l'accent étant mis en particulier sur les conditions qui prévalaient en 1979. La section B de la deuxième partie de l'étude contenait un aperçu général des faits nouveaux survenus dans les pays africains les moins avancés en tant que groupe au cours de la période 1970-1979 et un examen de la situation dans chacun des pays africains les moins avancés. L'étude portait sur 15 des 20 pays africains les moins avancés pour lesquels des données étaient disponibles. Cette section avait été élaborée en application de la résolution 397 (XV) de la Conférence des ministres de la CEA dans laquelle il était notamment recommandé d'inclure dans l'étude annuelle une section spéciale sur les pays africains les moins avancés.

23. L'étude présentait un tableau peu encourageant de la situation et des perspectives actuelles des pays africains les moins avancés dont un certain nombre avaient enregistré un taux de croissance négatif par habitant. Avec une inflation galopante et une détérioration sérieuse de leur balance des paiements, il était extrêmement difficile à bon nombre de ces pays d'entreprendre une planification à court et à moyen terme. Dans la plupart de ces pays, les prix à l'importation augmentaient rapidement et le coût de la formation de capital nécessaire devait être continuellement révisé à la hausse.

24. Le document ST/ECA/LDCs.I/3 intitulé Problèmes intérieurs et politiques économiques des pays africains les moins avancés analysait les problèmes de développement rencontrés par les pays africains les moins avancés dans le passé ainsi que leurs politiques en la matière et examinait leurs orientations et les objectifs qu'ils s'étaient fixés pour les années 80. La mise en oeuvre des politiques de développement de ces pays était freinée par de sérieux obstacles d'ordre structurel, l'insuffisance des ressources intérieures et les fluctuations considérables dans les ressources extérieures disponibles. Dans ces conditions, les instruments de politiques traditionnels n'étaient pas d'un grand secours dans la solution des problèmes de développement et d'ajustement que rencontraient ces pays et pour cela, la plupart de ces pays ne pouvaient rien faire par eux-mêmes pour sortir de la situation difficile dans laquelle ils se trouvaient. Le document était divisé en cinq sections. La Section I indiquait les caractéristiques structurelles des pays africains les moins avancés, la Section II était consacrée à une évaluation des résultats qu'ils avaient atteints sur le plan économique au cours des années 60 et des années 70. Ces deux sections ajoutées à l'analyse des questions et des contraintes générales de développement réalisée dans la Section III contenaient les renseignements généraux nécessaires à la discussion de leurs politiques économiques intérieures au cours des années 70 (Section IV) et de leurs perspectives, orientations et impératifs pour les années 80 et au-delà (Section V).

Examen des mémoires des pays africains les moins avancés (point 5 de l'ordre du jour)

25. Au titre de ce point de l'ordre du jour, la Conférence était saisie du document ST/ECA/LDCs.I/5 intitulé "Examen des mémoires des pays africains les moins avancés".

26. Les participants à la Conférence ont pris note des analyses macro-économiques et des projets et programmes figurant dans les mémoires contenus dans le document et ont exprimé leur accord général à leur sujet.

27. Les objectifs généraux de développement des pays africains les moins avancés figurant dans les différents mémoires portaient sur un relèvement substantiel du revenu par habitant, l'accroissement de la production alimentaire en vue de réaliser l'autosuffisance et même d'en doubler le niveau d'ici à 1990, la modernisation et la diversification de l'agriculture, la transformation de la structure de la production en augmentant la part de la production industrielle dans le PID total, l'amélioration des infrastructures des transports et des communications ainsi que la rentabilisation des sociétés d'Etat, la minimisation des écarts entre les revenus ruraux et urbains, la fourniture des services sociaux de base et la création de possibilités d'emploi.

28. En ce qui concerne les stratégies et politiques, la nécessité d'une plus grande utilisation des potentialités inexploitées, en particulier dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de l'industrie, de l'énergie, des activités minières et de l'infrastructure économique, de la formation de la main-d'oeuvre notamment dans le domaine scientifique, technique et professionnel, a été soulignée.

29. Le volume total des dépenses à consacrer au développement prévu dans les mémoires des pays africains les moins avancés s'élevait à 133 milliards de dollars pour la période 1981-1990 (aux prix de 1980). Après avoir considéré le volume escompté des ressources intérieures (estimées à 52 milliards de dollars, soit 40 p. 100 du volume total), il y aurait une différence de 81 milliards de dollars, soit 60 p. 100 du volume total des dépenses à consacrer au développement que l'assistance extérieure devra combler. Ainsi, il était évident que tout en demandant un accroissement substantiel de l'assistance extérieure, les pays africains les moins avancés insistaient également sur l'autosuffisance, la croissance auto-entretenu et une mobilisation optimale des ressources intérieures tant financières qu'humaines. Le volume total de l'aide nécessaire pour les pays africains les moins avancés au cours de la période 1981-1985 était d'environ 37,4 milliards de dollars. En moyenne, cela signifiait qu'entre 1981 et 1985, l'apport annuel d'assistance aux pays africains les moins avancés devrait atteindre environ 7,5 milliards de dollars en valeur réelle par an, contre 4,1 milliards en 1979 aux prix de 1980. Pour la période 1986-1990, les pays africains les moins avancés auraient besoin, en première approximation, de 43,6 milliards de dollars en prix constants de 1980.

30. Les participants à la Conférence ont affirmé que les mémoires des pays ne reflétaient pas seulement les aspirations des pays et leur détermination à accélérer la croissance économique et le développement social, mais qu'ils étaient également conformes aux buts et objectifs fixés au niveau international, contenus dans des déclarations comme la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, la Stratégie de Monrovia pour le développement de l'Afrique et le Plan d'action de Lagos. Les participants ont en outre fait observer que les besoins extérieurs globaux des pays africains les moins avancés devraient être considérés dans le cadre des recommandations de l'Assemblée générale contenues dans la résolution 35/205 dans laquelle l'Assemblée, entre autres, priait "instamment les pays donateurs de faire équitablement tous les efforts possibles afin de doubler, aussitôt que possible au cours de la première moitié des années 80, le montant de l'aide publique au développement destinée aux pays les moins avancés... et d'examiner attentivement les propositions concernant de nouvelles mesures visant à fournir un montant minimum adéquat d'aide publique au développement y compris les propositions tendant à tripler d'ici à 1984 le montant net de l'assistance consentie à des conditions de faveur et à le quadrupler d'ici à 1990".

Evaluation des réunions d'étude consacrées aux pays africains les moins avancés
(point 7 de l'ordre du jour)

31. Au titre de ce point de l'ordre du jour, la Conférence a examiné le document ST/ECA/LDCs.I/6 intitulé "Evaluation des réunions de consultations sur les pays africains les moins avancés qui offrait une évaluation des réunions de consultations au cours desquelles les mémoires des pays africains les moins avancés avaient été examinés individuellement par les partenaires d'aide. Les réunions de consultations consacrées aux pays africains les moins avancés avaient eu lieu selon le calendrier ci-après : les pays les moins avancés de l'Afrique de l'est : 4-15 mai 1981 à Addis-Abeba ; les pays les moins avancés de l'Afrique de l'ouest et du centre plus la Somalie : 25 mai - 5 juin 1981 à La Haye et les pays les moins avancés de l'Afrique australe plus la Guinée-Bissau : 22-26 juin 1981 à Genève.

32. A la lumière du document, les participants à la Conférence ont en général reconnu que les réunions de consultation avaient offert une occasion et un cadre unique permettant des échanges de vues et d'idées sur les problèmes et les programmes de développement des pays africains les moins avancés, chacun des pays les moins avancés faisant connaître dans les détails à ses partenaires ses plans et ses programmes de développement pour les années 80, en discutant avec eux et recueillant leurs réactions, leurs commentaires, leurs questions et leurs critiques préliminaires.

33. Les participants à la Conférence ont fait remarquer que la réaction des partenaires du développement avait été générale, réservée et imprécise ; ils ont constaté avec regret que les partenaires commerciaux et les partenaires du développement qui avaient été invités, n'avaient pas tous répondu à l'invitation.

Etude des progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action immédiate, 1979-1981
(point 8 de l'ordre du jour)

34. Un fonctionnaire du secrétariat a présenté le document ST/ECA/LDCs.I/4 intitulé "Etude des progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action immédiate, 1979-1981". Il a rappelé que la phase I du nouveau Programme global d'action en faveur des pays les moins avancés telle qu'énoncée dans le premier paragraphe de la résolution 122 (V) de la CNUCED invitait à : "Un effort immédiat pour faire face à la situation critique des pays les moins avancés, sous la forme d'un programme d'action immédiate (1979-1981) d'aide fortement accrue aux pays les moins avancés, en vue 1) de donner une impulsion immédiate à leur économie et un soutien immédiat aux projets visant à satisfaire les besoins sociaux les plus pressants et 2) d'ouvrir la voie à des activités beaucoup plus étoffées de développement à plus long terme".

35. Il a attiré l'attention des participants sur les communications écrites transmises à la CNUCED par les donateurs ainsi que sur les conclusions des missions ministérielles effectuées par la CEA auprès des pays africains les moins avancés, (ST/ECA/LDCs.I/7), qui toutes confirmaient que la réponse de la communauté internationale à l'appel lancé pour le soutien au programme avait été très tiède. Dans les rapports sur les missions ministérielles notamment, on a fait observer qu'il n'y avait pas eu au cours de la période d'augmentation notable du volume de l'aide en faveur des pays africains les moins avancés. En fait, la plupart de ces pays ont estimé que compte tenu du taux élevé de l'inflation dans le monde durant 1979-1981, il y aurait eu en termes réels stagnation pour ne pas dire baisse dans le montant des ressources fournies à ces pays. Dans ces conditions, les pays africains les moins avancés avaient continué à connaître de nombreux problèmes graves à court terme qui avaient entravé l'exécution harmonieuse

des programmes à long terme. Parmi les problèmes urgents qui préoccupaient ces pays, figuraient la faible croissance de l'agriculture qui se traduisait par les déficits alimentaires importants et une augmentation des dépenses au titre des importations alimentaires ; le coût croissant des importations de biens manufacturés, la chute des recettes d'exportation et la crise énergétique qui avaient conduit à un déficit grave et chronique de la balance des paiements, à des tendances inflationnistes préoccupantes et à une faible utilisation des capacités de production, et représentaient par conséquent un obstacle important à la fois au retour à l'équilibre à court terme et à la programmation à long terme.

36. C'était pour ses raisons, a-t-il poursuivi, que la plupart des pays africains les moins avancés avaient élaboré des programmes d'action à court terme dans le cadre de leur mémoire par pays de façon à couvrir la première partie des années 80. En supposant que le doublement de l'aide totale au cours des cinq années de la décennie soit le seul moyen de permettre aux pays les moins avancés de réaliser leurs programmes pour la décennie, le secrétariat de la CEA a estimé que le total des besoins de ces pays pour la période 1981-1982 s'élèverait à environ 15 milliards de dollars des Etats-Unis.

37. Tous les participants à la Conférence ont reconnu que si la période prévue pour l'exécution du Programme d'action immédiate 1979-1981 touchait à sa fin, les problèmes dont il traitait demeurent toujours urgents. Le programme ne devrait donc pas être abandonné.

38. La Conférence a estimé que le programme d'action immédiate en tant qu'élément essentiel du NPSA pour les années 1980 devrait être appliqué en tant que préalable à la réussite de la mise en oeuvre du NPSA qui doit être complété et approuvé à Paris. Il faudrait élaborer une série de mesures à court terme visant à faire face aux problèmes immédiats des pays les moins avancés et que ces mesures soient incluses en bonne place dans le nouveau Programme d'action substantielle devant être mis au point et adopté à Paris. Ces mesures consisteraient notamment à a) insister auprès des donateurs pour qu'ils accroissent l'assistance à court terme sous forme d'appui à la balance des paiements, aide plus souple et plus facile à accorder, b) apporter au titre des produits de base, en particulier le pétrole, les produits alimentaires et les facteurs de production matériels, un appui qui permettrait d'accroître immédiatement l'utilisation des capacités, c) réduire les dettes afin d'alléger le fardeau du service de la dette et d) apporter une assistance au titre des programmes et procéder à une programmation de l'aide portant sur de nombreuses années.

Le Nouveau programme substantiel d'action : examen du projet de résolution présenté sur le nouveau Programme substantiel d'action à la troisième session du Comité préparatoire par le Groupe des 77 (A/CONF.104/PC/CRP.5) (point 6 A de l'ordre du jour)

39. Au titre de ce point de l'ordre du jour, la Conférence était saisie des documents suivants :

i) A/CONF.104/PC/CRP.5 - Projets de résolutions présentés par le Fercu au nom des Etats membres du Groupe des 77 ;

ii) ST/ECA/LDCs.I/7 - Résumé des conclusions des missions ministérielles de haut niveau dans les pays africains les moins avancés ;

iii) ST/ECA/LDCs.I/8 - Modalités de l'aide dans les pays africains les moins avancés.

40. Au cours du débat général sur le nouveau Programme substantiel d'action, plusieurs questions ont été soulevées. Certains représentants ont noté que la déclaration sur les objectifs figurant dans le projet de résolution du Groupe des 77 ne reflétait pas pleinement les objectifs et aspirations des pays africains les moins avancés. A cet égard, il a été fait référence au document n° ST/ECA/LDCs.I/3 - Problèmes intérieurs et politiques économiques des pays africains les moins avancés.

41. Les problèmes énergétiques ont été considérées comme étant un obstacle sérieux tant à la stabilisation à court terme qu'au développement à long terme. De nombreux représentants ont exprimé leur inquiétude en raison du fait que, malgré les mesures de conservation strictes qu'ils prenaient, leurs importations pétrolières absorbaient une part démesurée du total de leurs recettes d'exportation, ne leur laissant presque rien pour l'importation des biens d'équipement. Le rapport du coût des importations pétrolières sur le total des recettes d'exportation s'est situé entre 30 et 90 p. 100 dans les pays africains les moins avancés. Ainsi, alors que la plupart des pays estimaient qu'il était nécessaire de prendre des mesures à long terme dans le secteur énergétique, il leur a fallu rechercher d'urgence et presque inévitablement des solutions à court terme. Certains pays ont suggéré que les pays exportateurs de pétrole, en particulier les pays africains exportateurs de pétrole, pourraient apporter une assistance en la matière par des mesures telles qu'une fixation des prix à deux niveaux en faveur des pays les moins avancés, et/ou une facilité pétrolière du genre adopté par le Venezuela et le Mexique en faveur des pays importateurs de pétrole d'Amérique centrale et des Caraïbes. Le consensus général qui s'est dégagé finalement de la Conférence était que l'énergie devait être traitée à juste titre en tant que secteur séparé dans le texte du nouveau Programme substantiel d'action.

42. Concernant les besoins et les possibilités en matière d'aide financière, les participants ont en général estimé qu'il faudrait renforcer les institutions multinationales. En outre, il a été instamment demandé à la Banque mondiale de mettre en place une facilité spéciale pour les pays les moins avancés afin de financer des projets dans des domaines critiques tels que l'énergie. Les participants ont également noté que la résolution 122 (V) adoptée à Manille mentionnait le doublement de l'aide. Toutefois, il a été en outre fait observer qu'étant donné la résolution 35/205 de l'Assemblée générale, approuvée par la communauté internationale tout entière, il faudrait retenir l'objectif de quadruplement de l'aide. Il a été indiqué qu'en tout état de cause, le quadruplement du volume de l'aide aux pays les moins avancés avant 1990 n'entraînait que le doublement des flux annuels moyens au cours de la décennie tout entière.

43. A propos des modalités de l'aide, les participants ont souligné la nécessité de faire ressortir plus clairement qu'à présent, dans le texte du projet de résolution du Groupe des 77, le soutien à la balance des paiements. Il a été également signalé qu'il était nécessaire de souligner la nécessité de tenir compte des effets éventuels de l'inflation sur la planification, l'élaboration et l'exécution des différents projets et programmes. Ainsi, il fallait considérer les besoins en matière d'aide plus dynamique. Les participants ont également estimé qu'il faudrait, au cours des négociations, mettre l'accent sur les problèmes que poseraient les modalités de l'aide.

44. Pour ce qui est de l'assistance technique, les participants ont noté que le coût des experts et des études était extrêmement élevé et ne cessait d'augmenter, donnant ainsi lieu à une hausse du coût des projets. Il a été par conséquent estimé qu'il était crucial pour les différents pays de former leurs propres experts avec l'aide de la communauté internationale.

45. Concernant la mise en oeuvre et le suivi du nouveau Programme substantiel d'action, les participants ont souligné qu'il importait d'avoir une participation de haut niveau au Groupe intergouvernemental de la CNUCED sur les pays les moins avancés, afin que des décisions concrètes puissent être prises.

46. Les participants ont décidé de faire du projet de résolution présenté par le Groupe des 77 sur le nouveau Programme substantiel d'action le document de travail de base pour leurs travaux. La Conférence a toutefois décidé de faire des observations et des suggestions sur les questions qui revêtaient un intérêt vital pour les pays africains les moins avancés, mais qui n'avaient pas été pleinement prises en compte dans le projet de résolution du Groupe des 77. En ce qui concerne les omissions, les participants ont décidé de s'en tenir à deux domaines critiques, à savoir l'énergie et l'élément d'action immédiate, même si d'autres questions telles que les établissements humains, avaient été soulevées. Ces observations et suggestions sont les suivantes.

47. Les participants à la Conférence ont examiné le projet de résolution du Groupe des 77 chapitre par chapitre.

Préambule

48. Les participants à la Conférence ont noté une grave lacune, à savoir qu'on avait omis l'élément d'action immédiate dans le texte général et ont recommandé d'ajouter au préambule le texte ci-après :

Reconnaissant que l'élément d'action immédiate est une condition préalable à l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action, les participants ont également décidé d'ajouter dans le dernier paragraphe, après les mots "programme d'action", "y compris son élément d'action immédiate".

Chapitre I :

1) Alimentation et agriculture

Addition :

49. A la ligne 20 du paragraphe 5 du projet de résolution, ajouter, après "semences améliorés", "à cet égard, on mettra l'accent qu'il faut sur la recherche agronomique et la formation de la main-d'oeuvre à tous les niveaux pour répondre aux besoins de ce secteur".

50. Insérer à la page 5 du même projet de résolution un sixième paragraphe ainsi libellé :

Sécurité alimentaire

Les pays les moins avancés en tant que groupe sont des importateurs nets de produits alimentaires. En l'absence de réserves céréalières internationales suffisantes, ils auront besoin d'un cadre d'assistance garanti qui résistera à une future crise alimentaire mondiale et qui pourra être mis en place sans négociations interminables. Les recommandations relatives à l'aide alimentaire qui pourraient être rapidement appliquées en faveur des pays les moins avancés devraient comporter :

- i) Un ensemble global de mesures destinées à renforcer l'aptitude des pays les moins avancés à régler leurs problèmes alimentaires à court terme dont notamment :

a) Une facilité de financement des produits alimentaires au titre de laquelle la compensation accordée aux pays les moins avancés en cas d'augmentation des dépenses relatives aux importations de produits alimentaires deviendrait un don avec décaissement immédiat au cours de l'année où avait été enregistré le manque à gagner.

b) L'application d'un plan d'aide alimentaire en faveur des pays les moins avancés susceptible d'être lié de façon automatique et prévisible aux situations de pénuries alimentaires.

c) Une augmentation considérable du volume de la réserve alimentaire internationale d'urgence pour laquelle l'objectif est actuellement fixé à 500.000 tonnes. Comme l'objectif de 500.000 tonnes fixé par la FAO n'a pas été atteint, il est nécessaire, compte tenu de la détérioration de la situation des pays les moins avancés, de ne ménager aucun effort non seulement pour réaliser cet objectif d'ici à 1982, mais également pour le dépasser dans le cadre du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés.

d) Le renforcement du système international d'information en vue de fournir des informations appropriées et opportunes sur la production, l'évolution et les politiques en matière de commerce et de constitution de stocks dans les principaux pays producteurs et importateurs de façon à fournir une assistance accrue aux pays les moins avancés et permettre à leurs partenaires de l'aide de prévoir et de planifier les situations nécessitant des mesures correctives d'urgence.

- ii) Un ensemble intégré de propositions destinées à régler les changements structurels à long terme au niveau national dans les pays les moins avancés de façon à résoudre définitivement le problème de ces pays. Chaque pays pourrait, s'il reçoit une assistance suffisante, prendre d'importantes initiatives pour atténuer l'insécurité alimentaire dans le court terme. Cette assistance devrait comprendre des investissements dans la production et la transformation des produits alimentaires, le transport et les diverses infrastructures, les communications, les systèmes d'alerte rapide, les systèmes de distribution de produits alimentaires et les moyens d'entreposage de ces produits. Un calendrier devrait être arrêté en vue de permettre des négociations supplémentaires, appliquer les mesures nécessaires et faire des estimations détaillées des incidences financières de ces décisions.

Energie

51. On a proposé d'ajouter le texte ci-après au chapitre I, de façon à traduire la préoccupation des pays africains les moins avancés à propos des problèmes énergétiques.

"Compte tenu du grave problème énergétique qui, à présent, constitue une des contraintes les plus graves en ce qui concerne les ajustements nécessaires à court terme et les besoins de développement à long terme des pays les moins avancés, la communauté internationale devrait fournir, à des conditions de faveur, des ressources supplémentaires considérables destinées à appuyer la balance des paiements et à mettre en valeur les ressources énergétiques. A cet égard, on devrait renforcer les organismes régionaux et internationaux existants et, si nécessaire, en créer de nouveaux en vue de répondre convenablement aux besoins énergétiques pressants des pays les moins avancés".

Chapitre II

52. Introduction

A la deuxième phrase, après "nouveau Programme substantiel d'action", ajouter "et l'élément d'action immédiate".

53. Besoins et politiques générales en matière d'aide financière

Les participants à la Conférence ont recommandé d'ajouter au deuxième paragraphe, sous ce titre (paragraphe 32) ce qui suit : "l'élément d'action immédiate du nouveau Programme substantiel d'action en faveur des pays les moins avancés devrait comprendre notamment les points suivants :

- 1) Fourniture des ressources substantielles afin de réduire de toute urgence les pénuries critiques des produits de base, en particulier des produits alimentaires et énergétiques ;
- 2) Assistance financière immédiate sous forme d'annulation ou de réaménagement des dettes et de soutien à la balance des paiements en faveur des pays les moins avancés ;
- 3) Fournir dans l'immédiat et de manière substantielle une assistance d'urgence afin d'atténuer les effets des catastrophes d'origine humaine et naturelle, y compris celles qui se traduisent par des carences imprévues dans la mobilisation des ressources ;
- 4) Octroi d'une aide pour éliminer les goulots d'étranglement exigeant une intervention rapide dans les services de gestion, d'entretien, de réparation et les installations matérielles, afin de mieux utiliser l'infrastructure et les établissements industriels en place ;
- 5) Fourniture immédiate d'un soutien financier supplémentaire en vue de la rapide mise en oeuvre du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80, notamment l'identification des projets, des études de faisabilité et la préparation détaillée de projets d'investissement et de projets à caractère social ;
- 6) Fourniture urgente et substantiellement accrue de facteurs de production nécessaires au développement agricole et rural (engrais, pompes, etc.) pour relever la production et la productivité, notamment de denrées alimentaires et des cultures vivrières ;
- 7) Appui financier et matériel aux activités créatrices d'emplois au niveau communautaire, notamment soutien aux petits projets ruraux de travaux publics à fort coefficient de main-d'oeuvre ;
- 8) La communauté internationale devrait donner des assurances bilatérales et multilatérales garantissant que des ressources suffisantes seront fournies pour compléter les activités entreprises par les pays les moins avancés eux-mêmes au cours de la première phase critique, mais vitale.

Après la dernière phrase du paragraphe 34, ajouter :

"Ce qui impliquerait le doublement si le montant annuel moyen est calculé pour la décennie et cela étant comparé à la moyenne annuelle pour la période allant de 1975-1979".

Après la première phrase du paragraphe 35, ajouter :

"Les ressources du groupe de la Banque mondiale, de l'IDA notamment, et des banques régionales qui sont destinées aux pays les moins avancés devraient être considérablement accrues en fonction des besoins de transformation structurelle, du taux d'inflation et des besoins énergétiques".

Nouveau programme substantiel d'action : Préparation de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés - Organisation des travaux de la Conférence : document présenté par le Président du Comité préparatoire A/CONF.104/PC/L.8 (point 9b de l'ordre du jour)

54. Les documents A/CONF.104/PC/L.6 (projet d'ordre du jour provisoire de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés) et A/CONF.104/PC/L.3 (Organisation des travaux de la Conférence) ont été mis à la disposition de la Conférence.

55. Les participants à la Conférence ont examiné diverses questions d'ordre organisationnel relatives à la Conférence de Paris. Ils ont prié instamment le Groupe des 77 d'inclure leurs remarques et leurs ajouts au projet de texte élaboré par le Groupe des 77 sur le Nouveau Programme substantiel d'action. La Conférence a par ailleurs demandé à ses Présidents et Vice-Président de faire un rapport personnel au Président en exercice de l'OUA et au Président du Cap-Vert sur les résultats de la Conférence.

56. La Conférence a proposé que son Président préside le groupe africain à la Conférence de Paris.

57. En ce qui concerne l'ordre du jour provisoire de la Conférence de Paris, la Conférence des ministres a recommandé que les points du nouveau Programme substantiel d'action, requérant une action immédiate soient examinés au titre du point 10 de l'ordre du jour au sein du comité I qui traite des problèmes du NPSA.

58. Les participants à la Conférence ont par ailleurs convenu que dans la mesure du possible, les interventions de chacun des pays à la Conférence de Paris devraient être réparties sur toute la durée de la Conférence et devraient refléter le Plan d'action de Lagos.

59. La Conférence a également décidé que l'OUA et la CEA, avec l'aide de la CNUCED, devraient veiller à fournir des services de secrétariat adéquats et autres aux pays africains les moins avancés pendant la Conférence de Paris.

60. En ce qui concerne la répartition des membres du bureau de la Conférence de Paris, la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés a décidé de reporter l'examen de cette question étant donné qu'elle nécessitait des consultations préalables considérables.

Elaboration d'une position africaine pour la Conférence des Nations Unies sur les pays moins avancés (point 10 de l'ordre du jour)

61. A la suite des discussions qui ont eu lieu au titre du point 9 de l'ordre du jour, la Conférence a formulé un certain nombre d'observations et de recommandations sur le

nouveau Programme substantiel d'action tel qu'il ressort du projet de texte du Groupe des 77. Ces observations et recommandations sont annexées au présent rapport.

Programme de travail de la CEA pour les pays africains les moins avancés
(point 11 de l'ordre du jour)

62. Au titre du point 11 de l'ordre du jour relatif au programme de travail de la CEA pour les pays les moins avancés, la Conférence était saisie du document ST/ECA/LDCs.I/11 intitulé "Activités de la Commission économique pour l'Afrique en faveur des pays les moins avancés". La Conférence a pris acte du document et adossé en principe que la CEA devait être renforcée afin d'être en mesure de faire face aux nouvelles responsabilités découlant de l'expansion considérable des activités relatives aux pays les moins avancés. Elle a cependant examiné la date de la tenue de la prochaine session de la Conférence des pays africains les moins avancés et a estimé que les résultats de la Conférence de Paris allaient probablement influencer de manière substantielle sur la date de la prochaine session ainsi que sur les activités de la CEA en faveur des pays africains les moins avancés. Elle a en conséquence suggéré que des consultations soient engagées à Paris dès après la Conférence afin de déterminer la date de la prochaine session de la Conférence.

63. La Conférence a exprimé son estime et sa gratitude envers le Secrétaire exécutif de la CEA, M. Adebayo Adedeji, et le secrétariat de la CEA pour les services excellents qu'ils ont fournis aux pays africains les moins avancés, et au Directeur de la Division de la recherche et de la planification socio-économiques, M. G.A. Harzouk, qui partait bientôt à la retraite pour les services distingués qu'il avait rendus aux pays africains les moins avancés.

ANNEXE I

OBSERVATIONS DE LA CONFERENCE DES MINISTRES DES PAYS AFRICAINS LES MOINS AVANCES
CONTENANT LA POSITION DES PAYS AFRICAINS LES MOINS AVANCES SUR LE PROJET DE
RESOLUTION PRESENTE PAR LE GROUPE DES 77 SUR LE NOUVEAU
PROGRAMME D'ACTION SUBSTANTIEL

La Conférence des ministres des pays africains les moins avancés de la CEA a, lors de sa réunion tenue à Addis-Abeba du 27 au 30 juillet 1981, examiné le projet de résolution du Groupe des 77 à présenter à la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés. Les participants ont exprimé leur connaissance au Groupe des 77 pour l'excellent travail qu'il avait fait et ont approuvé le projet de résolution sous réserve des modifications et ajouts ci-après :

Préambule

Les participants à la Conférence ont noté une grave lacune à savoir qu'on avait omis le Programme d'action immédiate dans le texte général et ont recommandé d'ajouter au préambule le texte suivant :

Reconnaissant que l'élément d'action immédiate est une condition préalable à l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action.

La Conférence décide d'ajouter, dans le dernier paragraphe du dispositif, après les mots "programme d'action", "y compris son élément d'action immédiate".

Chapitre I

1. Alimentation et agriculture

49. La Conférence a recommandé d'ajouter après la vingtième ligne du paragraphe 5 du projet de résolution le texte suivant : ... "à cet égard, on mettra l'accent qu'il faut sur la recherche agronomique et la formation de la main-d'oeuvre à tous les niveaux afin de répondre aux besoins de ce secteur". et d'insérer à la page 6 du même projet de résolution un sixième paragraphe ainsi libellé :

Sécurité alimentaire

Les pays les moins avancés en tant que groupe sont des importateurs nets de produits alimentaires. En l'absence de réserves céréalières internationales suffisantes, ils auront besoin d'un cadre d'assistance garanti qui résistera à une future crise alimentaire mondiale et qui pourra être mis en place sans négociations interminables. Les recommandations portant sur des échanges de produits alimentaires spécifiques, ainsi que celles relatives à l'aide alimentaire qui pourraient être rapidement appliquées en faveur des pays les moins avancés devraient comporter :

i) Un ensemble global de mesures destinées à renforcer l'aptitude des pays les moins avancés à régler leurs problèmes alimentaires à court terme dont notamment :

a) Une facilité de financement des produits alimentaires au titre de laquelle la compensation accordée aux pays les moins avancés en cas d'augmentation des dépenses relatives aux importations de produits alimentaires deviendrait un don avec décaissement immédiat au cours de l'année où avait été enregistré le manque à gagner.

b) L'application d'un plan d'aide alimentaire en faveur des pays les moins avancés susceptibles d'être lié de façon automatique et prévisible aux situations de pénuries alimentaires.

c) Une augmentation de la réserve alimentaire internationale d'urgence actuellement fixée à 500.000 tonnes pour qu'elle atteigne 2 à 2,5 millions de tonnes de façon à fournir une aide alimentaire suffisante aux pays les moins avancés.

d) Le renforcement du système international d'information en vue de fournir des informations appropriées et opportunes sur la production, l'évolution et les politiques en matière de commerce et de constitution de stocks dans les principaux pays producteurs et importateurs de façon à fournir une assistance accrue aux pays les moins avancés et permettre à leurs partenaires de l'aide de prévoir et de planifier les situations nécessitant des mesures correctives d'urgence.

ii) Un ensemble intégré de proposition destinées à régler les changements structurels à long terme au niveau national dans les pays les moins avancés de façon à résoudre définitivement le problème alimentaire de ces pays. Chaque pays pourrait, s'il reçoit une assistance suffisante, prendre d'importantes initiatives pour atténuer l'insécurité alimentaire dans le court terme. Cette assistance devrait comprendre des investissements dans la production et la transformation des produits alimentaires, le transport et les diverses infrastructures, les communications, les systèmes d'alerte rapide, les systèmes de distribution de produits alimentaires et les moyens d'entreposage de ces produits.

Un calendrier devrait être arrêté en vue de permettre des négociations supplémentaires, appliquer les mesures nécessaires et faire des estimations détaillées des incidences financières de ces décisions.

Energie

Les participants à la Conférence se sont montrés gravement préoccupés devant les problèmes de l'énergie, étant donné les graves menaces que ces problèmes posent quant à la stabilité et aux perspectives de développement à long terme des pays africains les moins avancés. En conséquence, ils ont recommandé que l'énergie soit traitée à juste titre en tant que secteur séparé dans le texte du nouveau Programme substantiel d'action en insérant le texte suivant :

"Compte tenu du grave problème énergétique qui, à présent, constitue une des contraintes les plus graves en ce qui concerne les ajustements nécessaires à court terme et les besoins de développement à long terme des pays les moins avancés, la communauté internationale devrait fournir, à des conditions de faveur, des ressources supplémentaires considérables destinées à appuyer la balance des paiements et à mettre en valeur les ressources énergétiques. A cet égard, on devrait renforcer les organismes régionaux et internationaux existants et, si nécessaire, en créer de nouveaux en vue de répondre convenablement aux besoins énergétiques pressants des pays les moins avancés".

Chapitre II

Introduction

Les participants à la Conférence ont recommandé d'ajouter "et à la composante d'action immédiate" à la deuxième phrase après l'expression "Programme substantiel d'action".

Besoins et politiques générales en matière d'aide financière

Les participants à la Conférence ont recommandé d'ajouter au deuxième paragraphe, sous ce titre (paragraphe 32) ce qui suit : "la composante d'action immédiate du nouveau Programme substantiel d'action en faveur des pays les moins avancés devrait comprendre notamment les points suivants :

- 1) Fourniture des ressources substantielles afin de réduire de toute urgence les pénuries critiques des produits de base, en particulier des produits alimentaires et énergétiques ;
- 2) Assistance financière immédiate sous forme d'annulation ou de réaménagement des dettes et de soutien à la balance des paiements en faveur des pays les moins avancés ;
- 3) Fourniture dans l'immédiat et de manière substantielle d'une assistance d'urgence afin d'atténuer les effets des catastrophes d'origine humaine et naturelle, y compris celles qui se traduisent par des carences imprévues dans la mobilisation des ressources ;
- 4) Octroi d'une aide pour éliminer les goulots d'étranglement exigeant une intervention rapide dans les services de gestion, d'entretien, de réparation et les installations matérielles, afin de mieux utiliser l'infrastructure et les établissements industriels en place ;
- 5) Fourniture immédiate d'un soutien financier supplémentaire en vue de la rapide mise en oeuvre du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80, notamment l'identification des projets, des études de faisabilité et la préparation détaillée de projets d'investissement et de projets à caractère social ;
- 6) Fourniture urgente et substantielle accrue de facteurs de production nécessaires au développement agricole et rural (engrais, pompes, etc.) pour relever la production et la productivité, notamment de denrées alimentaires et des cultures vivrières ;
- 7) Appui financier et matériel aux activités créatrices d'emplois au niveau communautaire, notamment soutien aux petits projets ruraux de travaux publics à fort coefficient de main-d'oeuvre ;
- 8) La communauté internationale devrait donner des assurances bilatérales et multilatérales garantissant que des ressources suffisantes seront fournies pour compléter les activités entreprises par les pays les moins avancés eux-mêmes dans cet élément critique, mais vital.

Les participants ont recommandé également d'ajouter ce qui suit après la dernière phrase du paragraphe 34 : "ce qui implique le doublement du montant annuel moyen au cours de la décennie par rapport à la moyenne annuelle pour la période 1975-1979". Ainsi que le texte suivant après la première phrase du paragraphe 35 :

"Les ressources du groupe de la Banque mondiale, de l'IDA notamment, et des banques régionales qui sont destinées aux pays les moins avancés devraient être considérablement accrues en fonction des besoins de transformation structurelle, du taux d'inflation et des besoins énergétiques".

Conclusion

La Conférence des ministres des pays africains les moins avancés de la CEA demande à tous les Etats membres du Groupe des 77 de considérer favorablement les modifications et ajouts qu'elle a proposés après des discussions sérieuses compte tenu des réalités socio-économiques des pays africains les moins avancés.

ANNEXE II

RESOLUTION RELATIVE AUX POINTS SUPPLEMENTAIRES
A INCLURE ET A INCORPORER DANS LA RESOLUTION DU GROUPE DES
77 SUR LE NOUVEAU PROGRAMME SUBSTANTIEL D'ACTION
(CONTENUE DANS LE DOCUMENT A/CONF.104/PC/CRP.5)

La Conférence des ministres des pays africains les moins avancés,

Rappelant la résolution A/CONF.104/PC/CRP.5 adoptée ad referendum par les experts du Groupe des 77 lors de la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés,

Exprimant sa satisfaction pour le travail remarquable accompli par le Groupe des 77,

Convaincue que la résolution susmentionnée peut être enrichie par l'inclusion de quelques points urgents et vitaux,

Recommande que le Groupe des 77 considère favorablement les décisions prises par la première Conférence des ministres des pays les moins avancés et d'en assurer leur inclusion dans ladite résolution.

ANNEXE III

RESOLUTION RELATIVE A LA DECISION
DU 13EME SOMMET DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT
DE L'OUA

La Conférence des ministres des pays africains les moins avancés

Rappelant la résolution CM/RES.687 (XXXVII) du Conseil des ministres de l'OUA relative à la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés qui a été adoptée en juin 1981 à Nairobi et dans laquelle le Conseil a décidé, entre autres, que le Président en exercice de l'OUA prendrait la parole à la Conférence de Paris et a recommandé aux chefs d'Etat et de gouvernement de désigner un chef d'Etat du groupe des pays africains les moins avancés pour participer à cette Conférence,

Exprime sa satisfaction et se félicite de la nomination par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de M. Daniel Arap Moi, Président de la République du Kenya et de M. Aristedes Pereira, Président de la République du Cap-Vert comme représentants de l'OUA et des pays africains les moins avancés respectivement à la Conférence des Nations Unies sur les pays africains les moins avancés qui se tiendra à Paris du 1er au 14 septembre 1981.